

INTÉGRER LE SECTEUR INFORMEL

NOTE D'ORIENTATION #44
Mars 2021



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
LEÇONS APPRISES	6
1. Coordination de politiques	6
2. Intégration numérique	9
3. Faciliter l'accès au moyen de solutions sur mesure	13
4. Politiques et programmes inclusifs	15
5. Coopératives financières	17
6. Amélioration des définitions, des informations et de la gestion de données	19
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	21
ANNEXE	23

REMERCIEMENTS

Cette note d'orientation est un outil de connaissance développé conjointement par les membres du Groupe d'apprentissage par les pairs sur la stratégie d'inclusion financière (FISPLG) et les membres du groupe de travail sur le financement des PME (SMEFWG).

Auteurs et contributeurs :

Fatou Deen-touray (Banque centrale de Gambie) et consultants de Samuel Hall avec des informations fournies par des membres de l'AFI via des entretiens réalisés avec : Jenny Romero, Mary Jessil R. Santos et Golda Cainglet (Bangko Sentral ng Pilipinas), Teresa Pascoal, Catarina Joao, Margareth da Silva et Adioso Pimenta (Banco Nacional de Angola), Otto Boris Rodriguez, Clemente Alfredo Blanco, Hazell Raquel Del Cid Marroquín, Ricardo Contreras et Jorge Alberto Flores Torres (Banco Central de Reserva de El Salvador), Sandra Bila (Banco de Moçambique), Prakash Shrestha (Nepal Rastra Bank), Jorge Moncayo (Banco Central del Ecuador), Mahmoud Montassar Mansour (Autorité de supervision de la microfinance de Tunisie), Killian Clifford et Mariana Lopez (GSMA), Valerie Breda (OIT - Unité de finance sociale).

Informations complémentaires de Riley Henao Mesepitu (Ministère du Commerce, de l'Industrie, du Travail et de l'Immigration, Îles Salomon), Samuel Tarinda (Banque centrale du Zimbabwe), Christina Rokoua (Banque de réserve des Fidji), Clemente Blanco (Banque centrale de réserve d'El Salvador), Alison Baniuri (Banque de réserve du Vanuatu).

Unité de gestion AFI, Dieter De Smet (Policy Manager, Financial Inclusion Strategy), Nik Kamarun (Senior Policy Manager, SME Finance) et Helen Walbey (Head, Gender Inclusive Finance).

Nous tenons à remercier les institutions membres de l'AFI, les partenaires et les donateurs qui ont généreusement contribué à l'élaboration de cette publication.

Cette publication est la version traduite de la publication originale en anglais: Bringing The Informal Sector Onboard (Guideline Note).

INTRODUCTION

Avec plus de deux milliards de personnes travaillant dans le secteur informel dans le monde, tout plan d'inclusion financière doit prendre en compte le secteur informel pour atteindre le développement durable, la réduction de la pauvreté et le travail décent.

Les décideurs politiques en matière d'inclusion financière ont un rôle actif et conséquent à jouer en identifiant les opportunités et en concevant des combinaisons de politiques pour interagir avec les parties prenantes dynamiques du secteur informel dans leurs pays. Il existe un large éventail d'expériences relatives à l'intersection entre l'inclusion financière et le secteur informel dont les pairs peuvent tirer des leçons au niveau mondial. Ces expériences et ces leçons constituent l'architecture de cette Note d'orientation.

Le secteur informel est un terme large, dont les définitions varient d'un pays à l'autre et en fonction des contextes socio-économiques spécifiques. La définition la plus répandue de l'économie informelle est celle de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui l'utilise pour désigner.



toutes les activités économiques exercées par des travailleurs et des unités économiques qui ne sont pas - en droit ou en pratique - couvertes ou insuffisamment couvertes par des dispositifs formels.»¹

Dans de nombreux pays, le secteur informel éclipse le secteur formel en termes d'activité économique, d'emploi et de revenus :

89.9%

on estime que 89,8 % des travailleurs des pays à faible revenu travaillent dans l'économie informelle,

83.7%

dans les pays à revenu moyen inférieur,

52.6%

dans les pays à revenu moyen supérieur.²

Les vendeurs de rue, les colporteurs, les petits commerces, les chauffeurs, les employés de maison, les ramasseurs de déchets, les petits exploitants agricoles, les ouvriers du bâtiment, les mineurs artisanaux, les pêcheurs, les petits exploitants forestiers, les producteurs de charbon de bois, les ouvriers des fours à briques et les ouvriers de la confection à domicile constituent quelques-uns des nombreux groupes professionnels dans lesquels travaillent des milliards de personnes dans les économies informelles du monde. Il est également important de noter que les femmes dominent l'économie informelle³ et que les personnes actives dans le secteur informel ne bénéficient pas, dans leur grande majorité, de protections sociales et juridiques adéquates, avec des déficits importants en matière de travail décent, peu ou pas de droits dans le travail, des conditions de travail dangereuses et insalubres, de longues heures de travail et des lieux de travail petits ou non définis⁴. Les travailleurs et les entreprises du secteur informel ont souvent des niveaux de compétences et de productivité inférieurs, sans compter le manque d'accès à l'information, aux marchés, au financement, à la formation et à la technologie⁵. **Les travailleurs du secteur informel et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) représentent également une grande partie des personnes non bancarisées dans le monde.**

INCLUSION FINANCIÈRE OU FORMALISATION ?

Les Objectifs de développement durable (ODD) comprennent la promotion de la formalisation (ODD 8.3) comme indicateur d'un travail décent. Cet objectif est lié à l'augmentation de la productivité, à la création de meilleurs emplois - notamment pour les populations vulnérables, les femmes et les



- 1 L'économie informelle « ne couvre pas les activités illicites, en particulier la prestation de services ou la production, la vente, la possession ou l'utilisation de biens interdits par la loi, y compris la production et le trafic illicites de drogues, la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, la traite des personnes et le blanchiment d'argent, tels que définis dans les traités internationaux pertinents » OIT (2002). Résolution et conclusions concernant le travail décent et l'économie informelle. 1er juin 2002.
- 2 OIT (2020). Tendances des perspectives sociales et de l'emploi dans le monde 2020.
- 3 Lota Bertulfo, 2011, Les femmes et l'économie informelle. Disponible à l'adresse : <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/women-informal-economy-lota-bertulfo.pdf>
- 4 OIT (2020). Tendances des perspectives sociales et de l'emploi dans le monde 2020.
- 5 OIT (2015). La formalisation de l'économie informelle : Domaine d'importance cruciale. Genève : OIT.

jeunes - et au renforcement de la protection des droits. Les politiques pour le secteur informel (qui comprend à la fois les travailleurs informels et les MPME informelles) se traduisent notamment par des efforts pour encourager la formalisation. Pourtant, bien que les acteurs, y compris l'OIT, réaffirment la nécessité de la formalisation, ils constatent également que l'accent mis sur la formalisation peut parfois être trop limité ou même nuisible⁶. L'informalité et la formalité ne sont pas toujours des concepts bien définis. Les travailleurs informels et les MPME peuvent ne pas être enregistrés ou en conformité réglementaire avec toutes les autorités mais être « formels » dans certains domaines juridiques ou réglementaires, tout comme les travailleurs ou entreprises formels peuvent avoir des éléments informels dans leur travail.

L'Autorité népalaise pour l'inclusion financière estime que si l'inclusion financière et la formalité ne sont pas équivalentes, elles sont fortement liées :



Si quelqu'un vient à la microfinance, nous devrions peut-être le considérer comme partiellement formel, car il est au moins enregistré dans des institutions de microfinance. La Banque centrale accorde des licences aux institutions de microfinance. Nous avons une large base de 4,6 millions de membres en microfinance et 2,8 millions d'emprunteurs. Les institutions de microfinance doivent envoyer les dossiers de tous ces membres au centre national d'information sur le crédit.»

Prakash Shrestha, Banque centrale du Népal

La présente note d'orientation se situe à la charnière entre les deux. En effet, ces gradations de formalité et d'informalité démontrent les complexités du secteur informel et la nécessité de politiques concertées et bien réfléchies pour construire des sociétés plus inclusives.

Le renforcement de l'inclusion financière et de tous les avantages qu'elle apporte est décisif dans le soutien :

- (a) à l'échelle macro, de l'économie⁷ au sens large et, par conséquent, des conditions de formalisation.
- (b) de l'accès à une micro-échelle, des travailleurs du secteur informel et des MPME, au financement qui est indispensables à leur croissance, leur développement et à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Le processus d'intégration du secteur informel prend en compte alors le travail qui peut être mené avec le secteur informel et ses différents éléments constitutifs pour favoriser l'inclusion financière, pour permettre à ceux qui travaillent de manière informelle d'en tirer de multiples avantages tout en les encourageant sur leur chemin vers une inclusion plus large dans le système formel. Cette note examine comment les décideurs politiques et les praticiens peuvent interagir avec le secteur informel (travailleurs informels et MPME) pour augmenter son accès à la finance formelle, ce qui pourrait ne pas aboutir immédiatement à une formalisation complète mais pourrait l'encourager.

COMMENT UTILISER CETTE NOTE : APPRENTISSAGE DE PAIR À PAIR

Cette note d'orientation a été conçue pour les décideurs et les praticiens de l'inclusion financière. Il s'agit d'un produit de savoirs pratiques sur la manière dont les décideurs et les régulateurs du secteur financier peuvent mieux contribuer à l'intégration de l'économie informelle dans l'écosystème financier formel, avec des impacts directs sur la réduction de la pauvreté, la croissance durable et inclusive, ainsi qu'à des fins d'inclusion financière. Ils peuvent tirer parti des outils d'inclusion financière pour s'attaquer à certains des problèmes auxquels est confrontée une grande partie de la population mondiale. Basé sur des entretiens avec des informateurs clés dans sept pays⁸, ainsi qu'avec des experts mondiaux, ce document présente des expériences concrètes permettant à la communauté des décideurs politiques et des praticiens d'apprendre des économies en développement et émergentes.

Cela s'inscrit dans la vision de l'AFI, qui est d'être une plateforme d'apprentissage par les pairs et de partage d'expériences entre les décideurs et les régulateurs de l'inclusion financière, tout en répondant au besoin d'apprentissage entre pairs exprimé par nombre de ses membres.

6 WIEGO (nd.). Repenser la formalisation.

7 "C'est un moyen de canaliser les finances qui ont été en dehors du système, en les faisant entrer dans le système". Banque centrale d'Angola, décrivant les avantages du programme de comptes simplifiés Bankita, auquel accèdent principalement les personnes travaillant dans le secteur informel.

8 Des KII ont été menées auprès des membres de l'AFI : Philippines, Angola, El Salvador, Mozambique, Népal, Équateur et Tunisie. D'autres documents ont été reçus des îles Salomon et de la Gambie. Des KII supplémentaires ont été réalisées avec GSMA et l'OIT.

LES THÈMES DE LA NOTE D'ORIENTATION SUIVANTE SONT ISSUS DES EXPÉRIENCES ET DES CONNAISSANCES DES EXPERTS MONDIAUX :



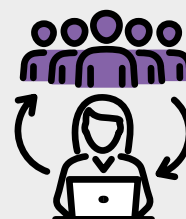
1

COORDINATION DE
POLITIQUES



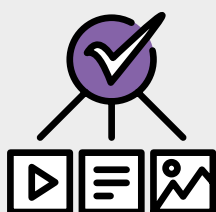
2

INTÉGRATION
NUMÉRIQUE



3

FACILITER L'ACCÈS AU
MOYEN DE SOLUTIONS
SUR MESURE



4

POLITIQUES ET
PROGRAMMES
INCLUSIFS



5

COOPÉRATIVES
FINANCIÈRES



6

AMÉLIORATION DES
DÉFINITIONS, DES
INFORMATIONS ET
DE LA GESTION DE
DONNÉES

LEÇONS APPRISES

1. COORDINATION DE POLITIQUES



La réussite de la mise en œuvre des politiques d'inclusion financière nécessite l'acceptation des différents organes gouvernementaux et parties prenantes non gouvernementales, et aussi leur coordination.⁹

Si un accès accru aux finances formelles peut accélérer la formalisation, il ne s'agira que d'une partie d'un processus plus complet visant à un meilleur engagement du gouvernement et des parties prenantes envers le secteur informel¹⁰. Les multiples voies vers la formalisation doivent fonctionner en tandem avec une stratégie intégrée et des politiques cohérentes¹¹. La coordination des politiques et des actions est un ingrédient clé de la réussite de l'intégration du secteur informel. Elle est également confrontée à de nombreux défis, notamment la fragmentation et le manque de communication entre les différents organes de gouvernance et les parties prenantes externes du secteur informel et de l'inclusion financière. Une expérience bien connue des décideurs politiques en matière d'inclusion financière en est la difficulté de travailler entre les différentes branches du gouvernement, notamment entre les différents ministères ou départements, les organismes de réglementation et les corps législatifs.

La **Banco Central de Reserva de El Salvador** a décrit le défi comme un puzzle composé de nombreuses pièces différentes. Ces pièces comprennent différents ministères tels que le ministère des finances, l'agence de régulation du système financier (*Superintendencia del Sistema Financiero*) et le Congrès (le corps législatif), les décisions politiques n'étant pas du ressort de la banque centrale et des responsables de l'inclusion financière. Cela entraîne des lacunes dans la formulation et la mise en œuvre des réglementations, des politiques et des programmes.



Sans coordination, nous ne pouvons pas avoir un écosystème qui inclut le secteur informel dans des initiatives comme le portefeuille électronique... Les différentes institutions sont comme les pièces d'un puzzle, et nous avons besoin de dialogue et de coordination pour assembler les solutions.»

Otto Boris Rodriguez, Banco Central de Reserva de El Salvador

La même impression est partagée par la *Bangko Sentral ng Pilipinas*, qui constate un manque de couverture de bout en bout en matière de réglementations ayant un impact sur les consommateurs et les entreprises. Des insuffisances apparaissent également dans la coordination avec les acteurs pertinents en dehors du gouvernement, tels que les associations du secteur informel, les syndicats et les organisations non gouvernementales (ONG).

Comment relier au mieux des domaines politiques qui relèvent simultanément de différents domaines gouvernementaux ? Malgré les défis que représente l'harmonisation des actions relatives au secteur informel, les expériences de coordination réussie abondent.

La première étape consiste à reconnaître officiellement l'importance du secteur informel. En **Équateur**, l'un des principaux piliers de la réussite dans l'élaboration des politiques relatives au secteur informel a été sa reconnaissance dans les cadres juridiques et réglementaires, avec une approche pangouvernementale. L'Équateur inclut le secteur informel, appelé "économie populaire et solidaire" (*economía popular y solidaria*), dans sa constitution, aux côtés du secteur privé et des organisations non gouvernementales (ONG).

Au-delà de cette reconnaissance, la deuxième étape implique la coopération entre de nombreuses parties prenantes qui ne travaillent pas habituellement

9 Note d'orientation AFI sur la coordination

10 Entretien avec un informateur clé de GSMA

11 L'OIT définit sept axes qui nécessitent une action cohérente dans chacun d'entre eux. Ce sont (1) les stratégies de croissance et la création d'emplois de qualité ; (2) l'environnement réglementaire, y compris l'application des normes internationales du travail et des droits fondamentaux ; (3) l'organisation, la représentation et le dialogue social ; (4) l'égalité : genre, statut VIH, ethnicité, race, caste, handicap, âge ; (5) l'entrepreneuriat, les compétences, la finance, la gestion, l'accès aux marchés ; (6) l'extension de la protection sociale, les plannings de protection sociale et les systèmes de sécurité sociale, et ; (7) les stratégies de développement local (rural et urbain). OIT (2015). Réponses politiques à l'économie informelle. Politiques nationales de l'emploi de l'OIT : Un guide pour les organisations de travailleurs.

main dans la main sur ce sujet. Les parties prenantes nécessaires à la mise en œuvre efficace du programme d'inclusion financière se recoupent avec celles qui sont responsables d'interagir avec le secteur informel, notamment certains ministères, le secteur privé et les organismes de réglementation.



Ces acteurs informels font partie intégrante de notre économie selon la constitution... C'est ainsi que l'on peut contourner ce fossé entre l'informel et le formel. Tous les ministres et toutes les politiques publiques reconnaissent le secteur informel. Ainsi, on a un plan financier pour eux, un secteur coopératif national fort, des politiques gouvernementales et des institutions dont l'objectif est d'augmenter leurs capacités et leurs compétences. C'est donc le meilleur, le plus grand pas, pour reconnaître le secteur informel dans la loi.»

Jorge Moncayo, Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria de Ecuador

En Angola, la Banco Nacional de Angola (BNA) se coordonne avec plusieurs ministères par le biais du programme Bankita pour les comptes bancaires des personnes à faibles revenus.¹² Le ministère de la Justice prend part dans les questions transversales de l'inclusion financière et du secteur informel, à savoir les documents d'identification (ID). Des liens ont également été créés avec les ministères chargés de la jeunesse et des femmes, avec lesquels des protocoles ont été signés pour combler le fossé pour les jeunes et les sexes en matière d'inclusion financière. Entre-temps, des mesures sont mises en place pour créer un écosystème de paiement afin d'accueillir d'autres initiatives de paiement. Encouragée par le succès des liens nouvellement créés, la BNA entame maintenant la communication avec les régulateurs des télécommunications en matière de services bancaires mobiles.



Cela a été une grande leçon pour nous. Si nous n'avions pas commencé avec Bankita, nous n'aurions pas établi ces relations avec d'autres institutions. La campagne a contribué à nous rendre tous plus compétents et à apprendre les uns des autres.»

Teresa Pascoal, Banco Nacional de Angola

Pour soutenir davantage la réalisation des objectifs d'inclusion financière, tels que le programme Bankita, la Banco Nacional de Angola met en œuvre d'autres

initiatives ; un projet de microfinance est en place ainsi qu'un cadre réglementaire et un écosystème pour accueillir les comptes d'argent mobile. La politique de microfinance, qui comprend des dispositions pour les MPME, encouragera les banques à diversifier davantage leur clientèle en incluant le secteur informel, ce qui profitera particulièrement aux femmes et aux jeunes. L'introduction de la concurrence par le biais des institutions de microfinance devrait également contraindre les banques à s'engager davantage auprès du secteur informel, dans la mesure où elles se concurrencent les uns les autres.

Les Philippines offrent également des exemples de meilleures pratiques en termes d'accueil des petites entreprises et de facilitation de la coopération entre les parties prenantes :

- > **La loi Barangay Micro Business Enterprise (BMBE) de 2002** est une loi qui appuie la formalisation des micro-entreprises dans le pays. Les microentreprises peuvent bénéficier d'avantages tels que l'exonération fiscale et l'assistance commerciale, entre autres. Pour faciliter l'octroi de crédits, la loi prévoit également des guichets de crédit spéciaux destinés aux micro-entreprises, ainsi que des incitations pour les institutions financières offrant des prêts aux micro-entreprises.
- > **Le comité directeur pour l'inclusion financière (FISC)**, l'organe interinstitutionnel chargé de fournir des conseils et de superviser la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière des Philippines (NFIS), compte désormais 20 membres. Outre la finance numérique, le FISC considère également le financement des MPME et des chaînes de valeur comme un domaine prioritaire pour les initiatives NFIS. Afin de mieux intégrer l'inclusion financière des femmes, la Commission philippine pour les femmes, une agence axée sur l'autonomisation, la protection et l'égalité des femmes, a également été intégrée au FISC en 2020.

La Banco de Moçambique a mis en place des mécanismes de coordination pour le partage des données sur l'inclusion financière, y compris les données relatives au secteur informel. Il existe un accord bilatéral entre la Banco de Moçambique et l'Institut national des statistiques du Mozambique. Ils

¹² Lancé en 2012 et ciblant les personnes à faible revenu, dont beaucoup travaillent dans le secteur informel, le programme utilise une méthode échelonnée selon laquelle, dès qu'un client atteint le montant seuil de 250 000 Kwanza angolais (environ 400 USD), il est alors transféré sur un compte conventionnel. Les comptes Bankita sont adaptés aux personnes à faible revenu, presque toujours celles dont les moyens de subsistance relèvent de l'économie informelle.

ont mené plusieurs études avec d'autres instituts de recherche et des ONG qui encouragent le programme d'inclusion financière par le biais de prêts et de groupes d'épargne. Les groupes d'épargne jouent un rôle important dans l'inclusion financière des femmes en leur permettant d'accéder aux services formels. Ceci est remarquable car l'écart entre les sexes au Mozambique est actuellement de 18 %¹³. La Banque continue d'étendre ses accords et sa coopération afin d'obtenir les informations nécessaires à la création de politiques informées et fondées sur des faits.

QU'EST-CE QUI FONCTIONNE EN MATIÈRE DE COORDINATION DE POLITIQUES ?

Les décideurs politiques en matière d'inclusion financière ont souvent été incapables de poursuivre les changements souhaités en ce qui concerne le secteur informel, en raison de multiples questions qui ne sont pas du ressort direct des départements d'inclusion financière. Cependant, le rôle important que jouent les politiques financières pour le secteur informel met en relief la nécessité d'une coordination multipartite. L'approche pangouvernementale de l'Équateur est un rappel constant de la nécessité d'une action concertée.

Les personnes interrogées lors de l'enquête s'accordent à dire que la mobilisation des acteurs pour jeter des ponts entre les décideurs politiques et le secteur informel devrait être une priorité absolue. Les politiques ciblées pour les groupes défavorisés, tels que les femmes, les jeunes et les travailleurs ruraux, ne peuvent être discutées et conçues que conjointement par un large éventail d'acteurs concernés. Les structures de coordination devraient inclure l'opinion des travailleurs informels et des MPME informelles, par le biais des syndicats et des associations de l'économie informelle. Les exemples de partenariat avec des groupes de femmes et d'autres rapports avec l'économie informelle sont prometteurs pour cette collecte de points de vue divers qui sont essentiels pour comprendre les besoins et les demandes du secteur informel. Parallèlement, un engagement continu avec le secteur privé pourrait empêcher la formation de silos et renforcer l'engagement multipartite avec le secteur informel.



Nous devons faire participer toutes les parties prenantes : les entités gouvernementales, les banques, mais aussi les coopératives et le secteur privé. À notre Banque centrale, nous avons fait de grands progrès en tissant ces liens.»

Otto Boris Rodriguez, Banco Central de Reserva de El Salvador

Un moyen efficace pour dynamiser la coordination consiste à mettre en œuvre des programmes conjoints faisant participer à la fois des organes gouvernementaux et des parties prenantes externes. Avec un objectif concret et partagé, les partenariats nécessaires et les actions qu'ils doivent entreprendre deviennent plus facilement visibles. Les leçons que la Banco Nacional de Angola a tirées du programme Bankita en matière de coordination en sont un exemple frappant. Grâce à ce programme, des relations ont été développées avec le ministère de la Justice en matière d'identification, le ministère de l'Action sociale, de la Famille et de la Promotion du genre pour le travail des femmes dans le secteur informel, et le ministère de la Jeunesse et des Sports pour faire participer les jeunes. Ces partenariats constituent une base pour la poursuite du travail avec les divers segments de la population travaillant dans le secteur informel.

Les parties prenantes interrogées ont constaté que les structures de coordination au sein des stratégies nationales d'inclusion financière (SNIF) peuvent servir de catalyseur pour cibler le secteur informel en particulier¹⁴.



Le comité SNIF est la structure de coordination. Il est présidé par la Banque centrale. Le vice-président est un PDG du secteur de l'assurance. Les membres permanents sont l'association bancaire, les marchés de capitaux et la bourse. Il y a des représentants de l'Institut national des statistiques, des agences de réglementation des télécommunications et des fournisseurs d'argent mobile. De nombreux autres acteurs gouvernementaux font partie du groupe de travail. Tous ces acteurs s'accordent sur une stratégie d'inclusion financière dont fait partie le secteur informel. L'agriculture, par exemple, joue un rôle à cet égard - la stratégie prévoit des actions axées sur la finance rurale afin de garantir un meilleur accès du secteur agricole au financement. Nous sommes tous d'accord sur un plan visant à améliorer la prestation de services de crédit, d'épargne et de paiement aux agriculteurs, aux PME et à la population à faible revenu qui travaille dans le secteur informel.»

Sandra Bila, Banco de Moçambique

¹³ Findex 2017

¹⁴ AFI (2019). Note d'orientation 35 : Coordination efficace des parties prenantes pour la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière.

2. INTÉGRATION NUMÉRIQUE



Tous les membres du sous-groupe du secteur informel de l'AFI ont exprimé le désir de mieux comprendre comment les décideurs politiques peuvent-ils utiliser les plateformes et les outils numériques pour interagir avec le secteur informel. L'agenda numérique des décideurs de l'inclusion financière en matière du secteur informel comprend l'argent mobile, les portefeuilles électroniques et les plateformes numériques d'engagement.

Les outils numériques ont le potentiel de créer un changement positif de grande envergure pour le secteur informel, en soutenant l'inclusion financière des travailleurs informels et des MPME informelles, avec des conséquences positives sur les revenus, le potentiel d'expansion des entreprises et l'efficacité. Pour certains, ces outils peuvent être la seule option en raison de la nature même de leur travail : les vendeuses de marché et de rue en Angola trouvent difficile de quitter leurs étals pour se rendre dans une banque pouvant être très éloignée de leur lieu de travail et qui n'est pas ouverte avant ou après leurs heures de vente. En revanche, les opérateurs mobiles sont très courants sur les marchés eux-mêmes. En fait, bon nombre des informateurs clés consultés pour cette note considèrent l'argent mobile comme particulièrement important.



L'un des principaux obstacles à la formalisation est l'accès aux services financiers. C'est l'élément clé que l'argent mobile peut résoudre. Une fois les services financiers ouverts, [les personnes du secteur informel] n'ont pas besoin d'avoir des antécédents de crédit ou un dossier de crédit [avec un historique de transactions]. L'argent mobile fait office de service de paiement. Ensuite, on peut commencer à débloquent d'autres services sophistiqués. L'argent mobile aidant à développer l'activité et ensuite, le processus de formalisation peut commencer.»

Killian Clifford et Mariana Lopez, GSMA

Si les MPME du secteur informel ne fonctionnent qu'avec de l'argent liquide, cela les empêche généralement d'établir un historique de transactions qui pourrait éventuellement être utilisé pour accéder à des prêts pour aider à développer les entreprises. Les outils numériques en plein essor et l'argent mobile peuvent permettre aux MPME du secteur informel de se constituer un historique de transactions, première étape vers l'accès à des services financiers plus complexes tels que le crédit. En effet, l'argent mobile a été l'un des principaux moteurs de l'inclusion financière au Mozambique. Il est accessible à la plupart de la population, y compris à ceux qui n'habitent pas à proximité d'une banque traditionnelle, avec un processus simple d'ouverture de compte et aucune exigence en matière de dépôt minimum initial. Les transactions de faible valeur sont possibles à peu de frais. C'est une explication essentielle des percées en matière d'accès financier dans les zones rurales reculées du pays. L'examen à mi-parcours de 2019 de la stratégie nationale d'inclusion financière du Mozambique et l'étude FinScope de 2019 ont révélé des taux d'accès financier en expansion depuis 2016 qui sont attribués à l'expansion de l'argent mobile.

Il est toutefois important de noter que l'introduction d'outils numériques et de l'argent mobile ne suffira pas à accroître l'inclusion financière des femmes. En fait, il est établi qu'en absence d'une approche holistique, l'écart entre les sexes peut même s'agrandir, car les hommes ont plus de possibilités d'utiliser ces nouveaux produits et services. Pour que les services financiers numériques soient efficaces pour les femmes, les jeunes, les personnes déplacées et d'autres segments vulnérables de la population, toute introduction de services numériques doit se faire en conjonction avec des exigences appropriées de connaissance du client (Know Your Customer - KYC), afin de veiller à ce que ceux qui n'ont pas accès à des documents d'identification officiels puissent toujours accéder aux produits et services. Des campagnes de sensibilisation du public et d'éducation financière et numérique sont également nécessaires pour aider les gens à acquérir les compétences nécessaires pour utiliser ces nouveaux produits et services. Enfin, mais d'une certaine manière très importante pour les femmes, il faut travailler avec les dirigeants communautaires masculins afin de soutenir la suppression des barrières culturelles et sociétales qui peuvent empêcher les femmes de profiter de ces opportunités. Sans cette approche globale, les femmes risquent d'être davantage laissées pour compte et le fossé entre les sexes peut se creuser.



Avant m-pesa, m-cash ou les portemonnaies électroniques, les gens ne pouvaient payer qu'en espèces. Cela a certainement contribué à l'inclusion financière du secteur informel dans un mode de fonctionnement plus formel.»

Sandra Bila, Banco de Moçambique

Le manque d'interopérabilité multilatérale entre les différents services d'argent mobile constitue actuellement un obstacle à la poursuite de l'expansion. Le défi de l'interopérabilité nécessite une coordination plus poussée avec les organismes de réglementation des télécommunications mozambicains, une leçon à retenir pour les décideurs politiques. Les obstacles réglementaires restent courants. Comme l'ont noté les homologues de la GSMA, dans de nombreux pays, l'absence de régimes de licence appropriés empêche les opérateurs de réseaux mobiles de développer les services de paiement en ligne. Cela entrave le potentiel des solutions de paiement mobile, qui sont très demandées dans le secteur informel dans des pays comme El Salvador.



Nous ne disposons pas d'un cadre juridique pour la technologie numérique. Le secteur privé ne peut pas aller de l'avant pour répondre à la demande parce que les lois ne sont pas en place. Le porte-monnaie électronique pourrait être un outil très puissant pour nous, ici à la Banque centrale. Il pourrait aider l'économie à se remettre de la pandémie tout en favorisant l'inclusion du secteur informel.»

Otto BorisRodriguez, Banco Central de Reserva de El Salvador

Enfin, comme l'a observé la Bangko Sentral ng Pilipinas, un manque d'inclusion financière peut entraver les affaires potentielles dans un espace de commerce numérique en plein essor. Les fournisseurs sur certaines plateformes numériques doivent avoir des comptes liés à des banques spécifiques - ceux qui n'ont pas les relations bancaires nécessaires se retrouveront dans l'impossibilité de retirer leurs gains. En réponse, sous la direction de la banque centrale, le secteur des paiements a lancé la norme nationale du code QR (Quick Response) pour promouvoir l'adoption des paiements numériques parmi les petites entreprises, y compris les vendeurs de marché. L'effort en matière de paiements numériques entre commerçants (P2B) soutient la révision et l'amélioration de la feuille

de route nationale sur le commerce électronique entreprises par le ministère du commerce et de l'industrie (DTI), ainsi que la feuille de route sur la transformation des paiements numériques (DPTR) de la banque centrale.¹⁵

QU'EST-CE QUI FONCTIONNE EN MATIÈRE D'INTÉGRATION NUMÉRIQUE ?

Des cadres réglementaires sexospécifiques et intelligemment conçus qui soutiennent la finance numérique, y compris l'argent mobile et les portefeuilles électroniques, favoriseront son adoption. Ces réglementations et programmes comportent de multiples composantes, notamment la nécessité de renforcer la confiance et la protection des consommateurs dans les services financiers numériques. En même temps, les réglementations doivent être ciblées et soutenir la croissance numérique afin d'exploiter son pouvoir pour aider les travailleurs du secteur informel et les MPME à accéder aux services financiers nécessaires. Les réglementations lourdes, notamment les taxes sur la circulation de l'argent mobile, peuvent résulter d'une mauvaise compréhension de la dynamique du secteur informel et du rôle des finances numériques, et doivent être évitées.

Divers pays ont surmonté cet obstacle et disposent désormais de services financiers numériques en pleine expansion, dont beaucoup s'adressent directement au vaste secteur informel. Les pays d'Afrique de l'Est, y compris les leaders mondiaux comme le Kenya, continuent de partager les leçons et les meilleures pratiques en matière de soutien aux innovations numériques dans le secteur financier. Au-delà de l'Afrique de l'Est, d'autres pays aux paysages numériques dynamiques et en pleine expansion sont également des acteurs importants, notamment le Bangladesh¹⁶ et le Ghana¹⁷. Même dans les pays où le développement de la finance numérique est naissant, il existe des expériences avec des défis et des gains dont on peut tirer des enseignements pouvant être intégrés dans différentes stratégies nationales.

15 Un groupe de travail technique a été inauguré le 23 juillet 2020, sous la direction conjointe de la BSP et du DTI, avec Better Than Cash Alliance (BTCA) comme conseiller et des membres de Philippine Payments Management, Inc, des acteurs du commerce électronique, des fournisseurs et agrégateurs de services de paiement, des associations de détaillants et de commerçants, et des entreprises de biens de consommation courante (FMCG).

16 Navis, Kyle (2019). And the World Leader in Mobile Money Adoption is... (Not Where You Think). Center for Global Development.

17 Ozyurt, Selin (2019). Le Ghana est désormais le marché de l'argent mobile qui connaît la croissance la plus rapide en Afrique. Quartz Africa. 9 juillet 2019.

La recherche sur les politiques en matière d'argent mobile et les actions de sensibilisation se multiplient également. La GSM Association (GSMA), une organisation industrielle représentant les intérêts des opérateurs de réseaux mobiles mondiaux, a réalisé une série d'études sur le potentiel de l'argent mobile pour le secteur informel. L'article *Mobile Money, Driving formalization and building the resilience of MSMEs*¹⁸, publié par la GSMA en 2020, décrit un certain nombre d'actions recommandées que les décideurs politiques peuvent prendre pour soutenir l'adoption des services financiers numériques parmi les MSMEs formels et informels.¹⁹ Il s'agit notamment de :

- > Introduire des subventions et autres incitations fiscales pour l'adoption de services financiers numériques.
- > Donner la priorité au déploiement de cas d'utilisation, tels que les factures de transport en commun et de services publics.
- > Encourager les MPME à constituer un dossier numérique, qui pourra ensuite être utilisé pour un accès financier supplémentaire.
- > Développer des cadres de protection des consommateurs et des données pour renforcer la confiance dans le système de l'argent mobile.
- > Collaborer avec le secteur privé pour mettre en place un système de paiement sûr, efficace et basé sur le marché.
- > Concevoir un cadre réglementaire qui favorise les solutions de paiement transfrontalier afin de faciliter le commerce et les transferts de fonds.

Comme cela a été souligné au **Népal**, lors de l'introduction de services financiers numériques, il convient également d'aborder la question de la culture numérique et financière :



Parfois, les gens sont analphabètes et ne sont pas en mesure d'utiliser les services numériques, même si les structures sont disponibles. Nous faisons pression en faveur des FinTech et de la banque en ligne, mais cela peut rester difficile pour beaucoup, même s'ils y ont accès, en raison d'un manque de capacités.»

Prakash Shrestha, Banque Rastra du Népal

Il s'agit d'un point important à noter, car les femmes ont des niveaux d'éducation plus faibles et des possibilités moindres de posséder ou d'utiliser un téléphone mobile. L'alphabétisation numérique, avec des considérations sexospécifiques au cœur de tout

programme, est une nécessité pour que les efforts soient efficaces.

Enfin, au niveau du rapport entre le secteur informel, la numérisation et l'inclusion financière, **la Gambie** fournit une étude de cas intéressante. Cherchant à étendre son système d'administration en ligne dans le cadre de ses réformes administratives visant à réduire le coût de faire des affaires et à accroître les avantages de la formalisation, le gouvernement a créé un registre de sociétés en ligne dans tout le pays afin d'améliorer la documentation et d'accroître la transparence. Le gouvernement a numérisé, automatisé et intégré les procédures de post-enregistrement pour les entreprises, en mettant l'accent sur les start-ups. Avec le soutien du programme de facilitation des affaires de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le personnel du registre est en contact direct avec le secteur informel. Les personnes qui s'enregistrent en Gambie, y compris les jeunes entreprises qui, sans cela, resteraient dans le secteur informel, sont traitées comme des "clients", l'accent étant mis sur le service à la clientèle. Cela facilitera l'accès aux services bancaires numériques dans la perspective de la stratégie nationale d'inclusion financière du pays.

Les **Philippines** offrent également un exemple intéressant de meilleures pratiques :

- > Les petits vendeurs en ligne relèvent de deux organes de gouvernance différents. Les petites entreprises en ligne peuvent s'inscrire auprès de deux organismes gouvernementaux : le ministère du commerce et de l'industrie ou la Securities and Exchange Commission. Toutefois, lorsque les petites entreprises effectuent leurs opérations et leurs ventes sur des plateformes en ligne, les transactions sont réglementées par d'autres autorités financières, notamment la Bangko Sentral ng Pilipinas. Pour gérer l'essor du commerce électronique, adopté par de nombreux vendeurs qui ne sont pas officiellement enregistrés auprès des autorités, la Bangko Sentral ng Pilipinas s'associe au ministère du commerce et de l'industrie, la Bangko Sentral ng Pilipinas supervisant les transactions financières et commerciales sur les plateformes numériques.

18 Argent mobile, l'impulsion de la formalisation et de la résilience des MPME.

19 GSMA (2020). *Mobile Money, Driving formalization and building the resilience of MSMEs*

- > De même, pour améliorer l'inclusion financière des femmes dans le secteur informel, la *Commission philippine pour les femmes*, une agence axée sur l'autonomisation, la protection et l'égalité des femmes, a été intégrée au comité directeur de la stratégie nationale d'inclusion financière des Philippines. *La Commission est une partie prenante clé de la Magna Carta des travailleurs de l'économie informelle*, une législation visant à faire respecter les droits des travailleurs informels.

COVID-19 : TRANSFORMER L'ENGAGEMENT NUMÉRIQUE

La pandémie de COVID-19 a déclenché une crise économique sans précédent dans le monde entier. Si les impacts sont vastes à l'échelle mondiale, les femmes, les travailleurs informels et les MPME ont été particulièrement touchés²⁰.

Le manque d'accès aux mécanismes de soutien gouvernementaux et aux filets de sécurité sociale rend ces acteurs d'autant plus vulnérables et accroît la précarité de leur situation sanitaire, sociale et économique. Si les gouvernements ont été en première ligne pour apporter un soutien aux travailleurs et aux entreprises en ces temps difficiles, les institutions financières ont un rôle tout aussi essentiel. En effet, des organisations internationales telles que l'OIT ont présenté la crise du coronavirus comme une opportunité pour les décideurs politiques, y compris les acteurs financiers, de s'engager efficacement auprès du secteur informel et de favoriser potentiellement la formalisation²¹.

On ne saurait trop insister sur l'importance du rôle du secteur financier. Les institutions financières ont favorisé les prolongations de l'échéancier de remboursement de prêts et l'octroi aux clients vulnérables de délais de grâce pour les prêts en cours. L'accès au soutien financier et aux prêts spéciaux a été étendu afin d'aider les entreprises à conserver leur main-d'œuvre, à garantir le paiement des salaires et à reprendre leurs activités une fois les restrictions liées au Covid levées. De nombreux pays et leurs principales institutions financières voient dans la pandémie l'occasion de tirer parti des outils et des technologies numériques pour s'assurer que les besoins de financement des micro et petites entreprises sont satisfaits tout au long de la crise et lorsque ses effets commencent à s'atténuer :

- > Les mesures à court terme ont ciblé en priorité les bénéficiaires non bancarisés et sous-bancarisés. Les canaux numériques ont été utilisés pour atteindre les travailleurs informels et les entreprises ayant besoin d'une aide d'urgence à court terme et pour assurer le versement des

COVID-19: CONTINUED

prestations sociales. De nombreuses institutions financières ont converti le besoin de transfert urgent d'argent en une opportunité d'étendre la création de comptes bancaires sur lesquels les paiements de prestations peuvent être effectués directement afin d'éviter tout contact physique.

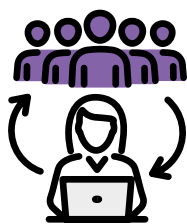
- > La pandémie a ouvert la voie à la généralisation de paiements mobiles dans des pays comme la Tunisie, où les institutions de microfinance ont exploité les technologies numériques pour transférer des fonds indispensables aux petits travailleurs informels, tels que les vendeurs, les propriétaires de petits magasins et les petits exploitants agricoles. Les institutions de microfinance ont ainsi pu lancer de nouvelles initiatives numériques, telles que des appareils mobiles pour l'octroi et le remboursement de prêts. Le Mozambique a vu le nombre de transactions numériques augmenter considérablement au cours de l'année 2020.

Il est possible de faire davantage pour tirer parti de ces évolutions en prévision du contexte d'après-crise. Les plates-formes numériques pourraient être utilisées comme supports de formation à l'éducation financière pour aider les chefs d'entreprise à mieux comprendre les instruments financiers et leur utilité en cas de chocs économiques externes.

20 OIT (2020). La crise COVID-19 et l'économie informelle. Mémoire du BIT, mai 2020.

21 OIT (2020). Répondre aux questions clés sur l'informalité dans les micro et petites entreprises pendant la crise du COVID-19.

3. FACILITER L'ACCÈS AU MOYEN DE SOLUTIONS SUR MESURE



Les difficultés d'accès aux services financiers sont souvent amplifiées par l'informalité. Les travailleurs du secteur informel manquent souvent de pièces d'identité, ce qui rend difficile le respect des exigences réglementaires pour ouvrir des comptes financiers ou accéder à des services financiers plus complexes²².

Conscients de ce fait, les pays accélèrent la conception et la réglementation de produits financiers directement destinés aux MPME et aux travailleurs du secteur informel, notamment les comptes d'épargne, les systèmes de transfert et de paiement, les facilités de crédit et les services d'assurance. Les responsables des politiques d'inclusion financière disposent de plusieurs outils pour concevoir et réglementer les services financiers afin de tenir compte des problèmes spécifiques d'identification et d'historiques de clients auxquels sont confrontés de nombreux travailleurs du secteur informel et des MPME. Les pays mettent de plus en plus en œuvre des réglementations différenciées KYC, autorisant des comptes à faible risque et à petit solde pour les personnes qui ne peuvent pas répondre à l'ensemble des exigences strictes²³.

Lorsque la Bangko Sentral ng Pilipinas a constaté que l'absence de pièce d'identité était un obstacle majeur à l'ouverture de comptes de dépôt (dans l'attente de la mise en œuvre complète de la carte d'identité nationale), elle a encouragé l'utilisation de comptes de transaction de base avec des exigences simplifiées et à coût de maintien réduit. Le groupe de plaidoyer de la banque a joué un rôle important dans cette campagne de sensibilisation, étant donné que la plupart des personnes non bancarisées ne sont pas au courant des procédures simplifiées.

En Angola, la Banco Nacional de Angola a publié en 2020 une réglementation sur les comptes simplifiés, conçue pour créer des conditions favorables au passage des petites entreprises du secteur informel au secteur formel. La réglementation sur les comptes simplifiés s'appuie sur Bankita a Crescer, le programme de comptes financiers visant à élargir l'accès financier des nombreux salariés à

faible revenu de l'économie informelle (voir la section sur la coordination), et qui a réussi à incorporer davantage de personnes dans le système financier formel.²⁴



Bankita nous a donné un élan pour préparer les conditions au sein des systèmes de paiement pour les comptes mobiles. En ciblant directement les personnes non bancarisées, nous avons pu évaluer leurs besoins et comprendre leurs pratiques et priorités financières.»

Teresa Pascoal, Banco Nacional de Angola

Les difficultés d'accès empêchent de nombreux membres du secteur informel d'utiliser les services financiers formels. Une autre expérience du programme Bankita en Angola a été l'activité élevée des guichets automatiques (ATM) pour les comptes Bankita. Les clients de Bankita issus de milieux à faibles revenus utilisent généralement leurs comptes à petit solde pour effectuer des transactions. Ainsi, l'intense activité des guichets automatiques indique que les clients peuvent se sentir socialement marginalisés et jugés lorsqu'ils effectuent leurs opérations bancaires en public dans des échoppes ou des agences. En outre, alors que les agences bancaires se trouvent dans un nombre limité d'endroits en Angola, les guichets automatiques sont situés dans presque tous les quartiers ou villes, ce qui signifie que les clients n'ont pas à parcourir de longues distances pour déposer, retirer ou transférer de l'argent, bien que ce ne soit pas encore le cas dans les villes moins développées, qui sont nombreuses.

Il existe de plus en plus d'exemples de décideurs financiers jouant un rôle plus actif dans la conception et la réglementation adaptées des services financiers destinés aux travailleurs informels et aux MPME. Aux Îles Salomon, un programme de micro-pensions pour les travailleurs indépendants et informels appelé youSave a été piloté et lancé en 2017, et il s'oriente particulièrement à aider les femmes au sein des groupes cibles²⁵. Il s'est développé rapidement, l'épargne des personnes du grand secteur informel augmentant en valeur. Le programme a dépassé les objectifs clés en matière d'adoption et d'utilisation, y compris parmi les

22 OIT (2013). Mesure de l'économie informelle.

23 Veuillez noter que les réglementations/produits financiers sur mesure destinés au secteur informel, y compris le KYC à plusieurs niveaux, sont toujours soumis à une surveillance réglementaire, qui comprend la réglementation ABC/FT.

24 Angola KII

25 [https://asiapacificgender.org/sites/default/files/documents/Solomon_Islands_\(anglais\).pdf](https://asiapacificgender.org/sites/default/files/documents/Solomon_Islands_(anglais).pdf)

femmes, ce qui est remarquable car elles gagnent 37 % de moins que les hommes et ont normalement moins de possibilités d'épargner²⁶. Le programme a été réalisé en trois phases. Tout d'abord, une étude de faisabilité a établi qu'il existait une demande de pensions et d'épargne à long terme pour la retraite dans le secteur informel et a fourni les contours et spécifications possibles du produit. Le produit a ensuite été développé et testé sur la base des seuils de rentabilité établis. youSave va maintenant être déployé dans neuf provinces du pays sur une période de cinq ans.

Ses principales caractéristiques sont un exemple des meilleures pratiques en matière d'adaptation des services aux besoins du secteur informel :

- > L'ouverture d'un compte youSave est plus facile que celle d'un compte bancaire ordinaire, avec des exigences KYC simplifiées. Toute personne âgée de plus de 16 ans peut ouvrir un compte youSave avec un certificat de naissance, un permis de conduire, une carte d'électeur, ou une lettre d'un chef d'Église ou d'un ancien du village à des fins de KYC.
- > Une partie de l'épargne reste disponible pour être accessible en cas d'urgence. Le produit youSave comporte un compte protégé, auquel on ne peut accéder qu'à partir de 55 ans, et le compte général, auquel on peut accéder à tout moment quatre fois par an.
- > Le compte est gratuit, et il suffit au membre d'effectuer un dépôt initial d'au moins 50 SBD (6 USD) sur le compte pour l'activer. Une épargne volontaire supplémentaire peut être effectuée à tout moment et gratuitement.
- > Les dépôts sont faciles. Les membres peuvent épargner en utilisant les canaux traditionnels, ainsi que leur téléphone portable (dépôts par temps de connexion) et un réseau d'agents agréés.

COMMENT ADAPTER LES PRODUITS AU SECTEUR INFORMEL ?

Les pays obtiennent progressivement des bons résultats lorsque les services financiers sont adaptés aux personnes du secteur informel. Pour ce faire, ceux qui conçoivent et/ou réglementent les produits financiers ont besoin d'informations sur les besoins plus pressants des travailleurs du secteur informel et des MPME. Au-delà de ce qui est nécessaire, ces informations et la compréhension des clients potentiels devraient également inclure des sondages sur les types et les modalités de produits financiers qui sont réellement souhaités par les personnes du secteur informel. Il peut s'agir de transferts et de paiements d'argent mobile à coût réduit et à faible volume de transactions pour les

vendeurs et les étals de marché du secteur informel, ou des produits de micro-pension où les fonds peuvent être retirés en cas d'urgence.

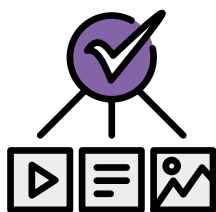
Cette compréhension des désirs et des besoins financiers du secteur informel permet de mieux connaître les obstacles rencontrés et la manière de les surmonter. L'un des défis est souvent le manque de formation et d'information en matière de services financiers, ou la formation générale qui n'est pas sexospécifique et ne répond pas non plus aux besoins des groupes qui la reçoivent. L'accent mis sur l'alphabétisation financière est ici essentiel. Cependant, les programmes d'éducation financière peuvent s'avérer plus efficaces lorsqu'ils sont liés à des programmes concrets d'expansion des services financiers plutôt qu'à une formation générale, qui ne répond pas nécessairement aux besoins réels et sous-jacents. Un certain nombre de membres de l'AFI ont mis en œuvre des programmes d'éducation financière sexospécifiques afin de combler le fossé entre l'offre et la demande de services financiers. **El Salvador, l'Angola et les Philippines** ont tous signalé des efforts de sensibilisation et d'éducation financière, dont beaucoup sont spécialement adaptés aux femmes et aux autres groupes vulnérables.

Pour combler les lacunes en matière d'information, de nombreux pays continuent de communiquer sur les nouveautés en matière de services financiers, comme les **Philippines** sur les options de paiement numérique pour les transports publics et l'expansion des comptes simplifiés.

Les comptes simplifiés et le système KYC différenciés attirent de plus en plus l'attention en raison de leur capacité de s'adresser directement aux personnes du secteur informel qui peuvent ne pas avoir les pièces d'identité requises ou être confrontées à d'autres obstacles réglementaires pour l'ouverture de comptes financiers. Les comptes à faible risque et à faible solde peuvent s'avérer bénéfiques pour de nombreux travailleurs du secteur informel et des MPME, non seulement en apportant de l'argent dans le secteur formel et en agissant comme une porte d'entrée pour un accès financier supplémentaire, mais aussi en créant des changements tangibles dans la vie des gens. L'utilisation élevée des comptes dans divers produits financiers en **Angola, aux Îles Salomon et au Mozambique** montre comment les personnes du secteur informel peuvent épargner, transférer, payer et trouver des voies d'accès à des services financiers plus complexes après avoir surmonté les obstacles initiaux.

26 [https://asiapacificgender.org/sites/default/files/documents/Solomon_Islands_\(anglais\).pdf](https://asiapacificgender.org/sites/default/files/documents/Solomon_Islands_(anglais).pdf)

4. POLITIQUES ET PROGRAMMES INCLUSIFS



Les politiques s'adressant au secteur informel et à l'inclusion financière sont souvent destinées aux hommes du groupe de population dominant et ne tiennent pas compte des vulnérabilités sexospécifiques. Les femmes et les sous-groupes de population socialement exclus, tels que les minorités ethniques ou religieuses, les communautés déplacées, les personnes vivant avec un handicap et d'autres groupes sociaux vulnérables, sont souvent défavorisés sur le plan socio-économique et font face à de nombreux obstacles à l'accès aux services financiers²⁷.

En même temps, les femmes sont souvent surreprésentées dans le secteur informel à l'échelle mondiale²⁸ et ont moins accès aux services financiers que leurs homologues masculins²⁹. Les politiques et les programmes financiers qui tiennent compte de la sexospécificité et des sous-groupes de population sont essentiels pour réussir à intégrer le secteur informel dans sa diversité.

L'inclusion financière doit être interconnectée avec des politiques inclusives et transformatrices du genre pour le secteur informel.^{30,31} Beaucoup de pays ont constaté l'importance du secteur informel pour les moyens de subsistance des femmes et poursuivent des politiques qui reflètent les aspects sexospécifiques de l'informalité.

L'inégalité des rôles entre les sexes a des répercussions sur les aspects les plus fondamentaux de l'autodétermination, de la dignité et de la liberté, qui influencent à leur tour l'inclusion financière - ou son absence [...] Le secteur des services financiers peut être à la fois un catalyseur et un baromètre de l'égalité des sexes.³²

En Équateur, on assiste à un apprentissage mutuel croissant entre les ONG locales de défense des droits

des femmes et les décideurs du secteur financier.



Nous sommes sur le point de signer un protocole d'accord avec "Mujeres", une ONG qui nous aidera à réviser la stratégie nationale d'éducation financière. Nous soutiendrons un programme d'éducation financière axé sur les femmes qui habitent dans des zones touchées par la pauvreté. Le protocole d'accord nous permettra de les soutenir et l'ONG nous aidera à réviser la stratégie. Un aspect de la stratégie concerne également les femmes du secteur informel et nous créerons un programme spécifique pour elles.»

Jorge Moncayo, Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria de Ecuador

La stratégie nationale révisée de développement de l'inclusion financière du Ghana a ajouté un objectif de genre explicite en intégrant l'association villageoise d'épargne et de prêt (VSLA) dans le système financier formel. Les femmes constituent la majorité des membres des VSLA au Ghana. En reliant les VSLA au système financier formel, les autorités ghanéennes entendent offrir aux femmes davantage de services financiers en plus de l'épargne, notamment des micro-assurances, des micro-investissements, des crédits numériques, des pensions et, à long terme, des micro-logements. Étant donné qu'un grand nombre des prestataires de ces produits financiers utilise des plateformes d'argent mobile, l'intégration des VSLA aux services financiers formels offre également divers cas

27 Jhabvala, R; Harvey, J. (2016). Financial and Digital Inclusion from the Perspective of Women in the Informal Economy. SEWA / WIEGO.

28 Les femmes représentent une proportion plus importante des travailleurs de l'économie informelle dans les pays en développement. Voir Bonnet, Florence, Joann Vanek and Martha Chen. 2019. Women and Men in the Informal Economy - A Statistical Brief. Manchester, UK: WIEGO.

29 AFI (2017). Comblent le fossé entre les sexes : promouvoir l'inclusion financière des femmes. Outils et conseils du réseau AFI.

30 "Une approche transformative du genre favorise l'égalité des sexes par le contrôle partagé des ressources et de la prise de décision" Chintakindi, M. (2019). Gender-transformative Approach to Societal Empowerment. ANTYAJAA: Indian Journal of Women and Social Change, 4(1), 107-112.

31 "La programmation transformative en matière de genre comprend des politiques et des programmes qui cherchent à transformer les relations entre les sexes afin de promouvoir l'égalité et d'atteindre les objectifs du programme. Cette approche tente de promouvoir l'égalité des sexes en 1) favorisant l'examen critique des inégalités et des rôles, normes et dynamiques de genre, 2) reconnaissant et renforçant les normes positives qui soutiennent l'égalité et un environnement favorable, 3) promouvant la position relative des femmes, des filles et des groupes marginalisés, et transformant les structures sociales sous-jacentes, les politiques et les normes sociales largement répandues qui perpétuent les inégalités de genre. "Groupe de travail interagences sur le genre (IGWG). Continuum d'intégration du genre.

32 OIT (2020). Genre et inclusion financière. Disponible à l'adresse : https://www.ilo.org/empent/areas/social-finance/WCMS_737729/lang-en/index.htm.

permettant d'accroître l'accès des femmes aux services financiers numériques³³.

La Gambie a introduit des mesures préférentielles et des incitations spéciales pour encourager la formalisation des entreprises, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. Il a été question de promouvoir le rôle des entreprises appartenant à des femmes et de renforcer la législation pour garantir la propriété foncière aux femmes. De même, le Népal a révisé sa loi sur les entreprises industrielles de 2016, qui exonère les micro-entreprises de taxes mais prévoit également une réduction de 35 % des frais d'enregistrement pour les femmes afin d'encourager les entreprises dirigées par des femmes à se formaliser. Parallèlement à ces mesures, la loi a introduit un programme d'enregistrement du numéro de compte personnel pour soutenir les personnes du secteur informel. Ces programmes ciblent divers segments du secteur informel avec des outils différenciés, notamment en reconnaissant les obstacles spécifiques aux femmes.

COMMENT CRÉER DES POLITIQUES PLUS INCLUSIVES ?

Pour créer des politiques et des programmes qui soient véritablement inclusifs et qui suivent une approche transformatrice du genre, les femmes et les membres des sous-groupes de population du secteur informel devraient être engagés de manière significative à différents niveaux de développement et de mise en œuvre des politiques. Les membres du secteur informel, dans toute sa diversité, devraient être représentés à différents niveaux des institutions concernées - allant de la recherche d'une diversité significative dans les banques centrales aux agents bancaires sur le terrain. Dans cette optique, les ministères concernés doivent être inclus dans la conversation sur l'inclusion financière de manière collaborative, en particulier ceux chargés des questions sociales spécifiques (telles que les droits des femmes et des jeunes), économiques, légaux et du travail. Les partenariats avec des ONG locales travaillant sur l'égalité des sexes et l'égalité sociale, comme cet exemple en Équateur, peuvent être des outils d'apprentissage inestimables pour de meilleures politiques et de meilleurs programmes adaptés aux différents sous-groupes du secteur informel.

La présence de ces groupes dans les discussions importantes sur les politiques et les programmes signifie que leurs perspectives sont prises en compte et se traduisent par des résultats inclusifs. Un exemple tiré du Rural Financial Institutions Program (RFIP) en

Inde a montré que lorsque les femmes membres d'un groupe d'entraide local ont reçu une formation et ont commencé à travailler en tant qu'agents bancaires, les taux de nouvelles clientes, ainsi que celui de femmes âgées et analphabètes, ont augmenté car les femmes formées étaient considérées comme plus fiables dans les communautés³⁴.

La diversité de genre s'impose progressivement comme un moyen de veiller à la prise de décisions sexospécifiques et, par conséquent, l'élaboration de politiques. La promotion de la diversité de genre au niveau institutionnel est désormais établie au niveau international pour bénéficier à l'institution elle-même, à sa clientèle, à ses actionnaires et à ses partenaires.³⁵

Cela est d'autant plus pertinent que la recherche sur la diversité des genres au sein des institutions membres de l'AFI en 2018 a révélé que l'augmentation de la diversité de genre au niveau institutionnel n'était pas actuellement considérée comme une priorité. L'inclusion de diverses voix du secteur informel, par exemple par le biais de mécanismes de coordination (voir la thématique de la coordination), apportera du soutien tant à la formulation que à la mise en œuvre de politiques et de programmes sensibles au genre et à la vulnérabilité.

33 AFI (2020). Rapport spécial : Leçons sur le renforcement de l'inclusion financière des femmes grâce aux services financiers numériques.

34 Arora, A ; Krishnaswamy, K. (2015). Pourquoi les femmes membres de groupes d'entraide font de bons agents bancaires. Disponible à l'adresse : <http://www.cgap.org/blog/why-women-self-help-group-members-make-good-bankagents>.

35 AFI (2018). La diversité des genres au sein des institutions membres de l'AFI.

5. COOPÉRATIVES FINANCIÈRES



Les coopératives d'épargne et de crédit (Savings and Credit Cooperatives - SACCO) ont gagné du terrain dans un certain nombre d'économies en développement et émergentes en tant qu'alternative aux institutions financières formelles, dirigées par le secteur privé. Elles sont devenues particulièrement répandues en Amérique latine et en Asie. Par exemple, le Népal possède des coopératives d'épargne et de crédit dont le capital mobilisé s'élève à plus de 6 milliards de dollars américains.³⁶

Les coopératives financières sont des organisations fondées sur l'adhésion qui se caractérisent par trois éléments : la propriété, le contrôle et les avantages mutuels. Cela implique que les membres sont également des clients, des déposants et des emprunteurs. Il faut investir dans le capital d'une coopérative financière pour obtenir des droits et des avantages en tant que membre et avoir ainsi accès à différents services financiers, tels que l'épargne et différents types de crédit et de prêts.

Ces coopératives constituent une alternative aux prestataires de services financiers à but lucratif et s'adressent souvent explicitement au secteur informel et aux personnes financièrement démunies ; les femmes sont généralement la majorité des membres. L'épine dorsale de leur mandat est de fournir des services aux populations vulnérables et aux petits opérateurs économiques qui ont été exclus de la clientèle des institutions bancaires formelles.

Les coopératives financières de l'Équateur ont favorisé l'inclusion financière et l'engagement financier avec le secteur informel au cours de la dernière décennie. La *Superintendencia de Economía Popular y Solidaria* (SEPS), l'agence de régulation responsable des coopératives financières et de l'inclusion financière, soutient la prestation de services financiers centrés sur le consommateur qui répondent aux besoins des différents acteurs du secteur informel en Équateur.

Depuis la fin des années 2000, une série de réformes a ouvert la voie à la croissance de la finance sociale. Ces réformes ont contribué à ce que le gouvernement institutionnalise les coopératives financières en tant que prestataires de services financiers au même titre que les entités du secteur privé. Selon la littérature existante, "95 % des organisations populaires et solidaires ont finalement été enregistrées et placées sous le contrôle du SEPS" après l'adoption de la loi³⁷. Par conséquent, l'adoption d'un cadre réglementaire solide englobant tous les types de coopératives est censée avoir contribué à gagner la confiance des consommateurs grâce à des indicateurs de performance solides. Il s'agit notamment de veiller à ce que les coopératives respectent les normes internationales telles que Bâle 1 et Bâle 2³⁸.

Ces efforts ont abouti à l'expansion du secteur des coopératives financières permettant aux travailleurs du secteur informel et aux MPME d'accéder aux financements dont ils ont tant besoin. Depuis 2012, date à laquelle la SEPS a été créée, les coopératives financières ont enregistré une croissance significative puisque les actifs ont augmenté de 142 %, passant de 6 millions de dollars à 14 millions de dollars ; les dépôts ont augmenté de 161 % pour atteindre 11 millions de dollars ; et le nombre de membres a augmenté de 51 % pour atteindre plus de 7 millions de membres. Si l'on considère que l'Équateur compte 17 millions d'habitants, ce niveau d'adhésion reflète une forte proportion de la population appartenant à des coopératives financières.



Ce qui fait le succès des coopératives financières, c'est qu'elles travaillent avec et pour les gens. Les gens ont le sentiment de faire partie de cette institution, alors qu'on n'est pas considéré que comme client dans une banque traditionnelle. Il s'agit de deux manières différentes de faire des affaires.»

Jorge Moncayo, Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria de Ecuador

36 OIT (2019). ApexFinCoop - Renforcer l'organisation faîtière des coopératives financières au Népal. 28 juin 2019.

37 Unda, Luisa, Le sentiment est mutuel : les coopératives financières en Équateur (2 octobre 2014). Disponible sur SSRN : <https://ssrn.com/abstract=2512119>

38 Equateur Entretien avec un informateur clé

Des études menées dans d'autres pays ont également montré la résilience des entités financières coopératives en période de récession économique et leur plus grande propension à soutenir les unités économiques informelles, qui sont les plus durement touchées par les chocs externes. Les coopératives financières, ainsi que les institutions de microfinance, font souvent office de prêteur de dernier recours pour les travailleurs du secteur informel et les petites entreprises pendant les crises, comme la pandémie mondiale de COVID-19. Cela permet aux acteurs du secteur informel de surmonter les pénuries de liquidités et d'assurer la continuité des activités et des moyens de subsistance³⁹. Une étude de cas réalisée aux Philippines illustre le rôle majeur joué par les coopératives financières pour canaliser le soutien financier pendant la crise du COVID-19. Plusieurs associations d'épargne et de crédit du pays ont modifié leurs conditions de remboursement des prêts et ont même versé les dividendes des membres avant leur date d'échéance. En même temps, l'organisme de réglementation des coopératives aux Philippines les a pressées de puiser dans les fonds de développement communautaire pour aider les membres de la communauté.

COMMENT FAVORISER LES COOPÉRATIVES FINANCIÈRES ?

La plupart des pays sont confrontés à l'absence d'un cadre législatif solide et complet pour développer les coopératives financières. Étant donné que la grande majorité des coopératives financières opèrent avec les pauvres et le secteur informel, l'intégration de ces acteurs économiques dans la législation est d'une importance capitale pour les pays qui s'engagent à travailler avec le secteur informel et à mener la transition vers l'économie formelle.



Nous devons également pousser le Congrès à produire une loi pour les coopératives, car elles sont un secteur clé pour la réduction du secteur informel dans l'économie et pour le redressement du COVID-19.»

Otto Boris Rodriguez, Banco Central de Reserva de El Salvador

Dans une évolution encourageante au niveau international, les coopératives financières ont été intégrées dans de multiples cadres politiques : La recommandation 193 de l'OIT sur la promotion des coopératives (2002) et la recommandation 204 de l'OIT concernant la transition de l'économie informelle à l'économie formelle (2015) font explicitement

référence aux institutions financières coopératives.⁴⁰ La première souligne l'importance pour les gouvernements de "faciliter un système autonome de financement pour les coopératives, y compris les coopératives d'épargne et de crédit, de banque et d'assurance". La deuxième postule la nécessité de promouvoir d'autres formes de modèles d'entreprise et d'unités économiques, y compris les coopératives de toutes sortes, dans le cadre de la politique intégrée que l'OIT soutient pour faciliter la transition vers la formalité.

39 OIT (2013). La résilience en période de ralentissement économique : Le pouvoir des coopératives financières.

40 Voir R193 - Recommandation sur la promotion des coopératives, 2002 (n° 193) et R204 - Recommandation sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, 2015 (n° 204).

6. AMÉLIORATION DES DÉFINITIONS, DES INFORMATIONS ET DE LA GESTION DE DONNÉES



Le secteur informel lui-même est largement sous-étudié et mal défini, comme l'a noté un informateur clé des Philippines.



Malheureusement, les données dont nous disposons ne portent pas sur le secteur informel, pour ainsi dire, mais plutôt sur la population non bancarisée dans son ensemble. Cette distinction est essentielle, car le secteur informel englobe les populations mal desservies financièrement, mais la population non bancarisée peut aller au-delà de l'informalité. Quelle est l'ampleur de ce chevauchement ? Comment définir le secteur informel ? Le manque d'accès aux services bancaires est-il un facteur à inclure dans la définition ou une conséquence de l'informalité ?»

Jenny Romero, Bangko Sentral ng Pilipinas

La Banque du Mozambique partage cet avis :



Il est vraiment difficile d'avoir des chiffres pour mesurer correctement l'impact de tout ce qui se fait. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous parlons plutôt des zones rurales ou de certaines professions qui font souvent partie de ce secteur.»

Sandra Bila, Banco de Moçambique

D'autres décideurs en matière d'inclusion financière ont fait écho à la nécessité de mieux comprendre le secteur informel, étant donné l'étendue de sa population et de son champ économique.

Au-delà d'une définition commune, les décideurs politiques en matière d'inclusion financière expriment un désir généralisé de disposer de meilleures données sur le secteur informel, adaptées à des politiques fondées sur des faits ; il

existe également un fort besoin de désagrégation des données, notamment par sexe. Cela inclut les données sur les tendances du secteur, l'accès financier au sein du secteur informel, et le suivi des résultats des mesures politiques. Des données ventilées par sexe plus robustes sont essentielles pour une compréhension plus approfondie de l'économie informelle - ce dont les travailleurs informels et les MPME informelles ont besoin et veulent en termes de services financiers adaptés, ainsi que les obstacles et les opportunités vers la formalisation et l'amélioration des résultats économiques. Cette compréhension plus approfondie est spécifique à chaque pays, tandis que les thèmes clés et la recherche peuvent transcender les contextes.

En Équateur, les données ventilées par sexe pour les coopératives financières, qui ont à voir avec les personnes du secteur informel, permettent à l'unité d'inclusion financière d'observer les tendances à la hausse des indicateurs d'inclusion. Les données permettent également aux décideurs politiques équatoriens d'analyser les ventilations par catégorie et tendances, y compris les différences entre les sexes⁴¹, afin de comprendre et de formuler des réponses appropriées aux écarts émergents entre les sexes.

En utilisant les données du programme *Bankita*, qui comprend une large base de clients issus du secteur informel, l'Angola utilise une croissante base de données factuelles pour comprendre la dynamique du secteur informel. L'analyse des données a mis en évidence des obstacles à l'adhésion, tels que la distance par rapport aux établissements bancaires, qui peuvent désormais être levés. Les autorités collaborent avec les prestataires de services financiers pour détecter les comportements irréguliers sur les comptes liés à l'utilisation intrafamiliale non autorisée. Les résultats ont permis à la banque de mieux se coordonner avec le ministère chargé des familles et de la jeunesse.

41 Alors que les taux d'accès financier globaux étaient à peu près égaux pour les hommes et les femmes, les prêts étaient nettement plus élevés, couvrant 59,75 % des hommes mais seulement 38,42 % des femmes, et ce malgré d'autres données statistiques indiquant que les femmes avaient des taux de défaut légèrement inférieurs et des taux de dépôt à long terme plus élevés. Entretien avec un informateur clé en Équateur.

COMBLER LES LACUNES EN MATIÈRE DE DONNÉES

Dans l'ensemble, lorsqu'ils cherchent à combler les lacunes en matière de données, les chercheurs et les décideurs politiques devraient peut-être s'abstenir de cibler le secteur informel dans son ensemble, et plutôt de se concentrer sur les données démographiques et les professions qui sont les moins susceptibles de faire partie de l'économie formelle. Même en l'absence de données spécifiques aux économies informelles, de nombreux décideurs politiques exploitent le pouvoir des données pour mieux comprendre l'intersection entre l'inclusion financière et le secteur informel. Ces données proviennent de sources diverses, mais comprennent des informations provenant des prestataires de services financiers, des études de diagnostic et des tentatives d'analyse des données provenant d'études sur l'inclusion financière, qui ne désagrègent pas nécessairement l'informalité mais qui peuvent fournir des indications informées. Les banques centrales et les OI, constatant l'importance du secteur informel, tant en termes de population que d'activité économique, commencent à constituer une base de données factuelles sur le secteur informel et les services financiers.

L'Angola est en train de passer un contrat de recherche sur la microfinance, comprenant les conditions du marché, la cartographie des parties prenantes, la demande et les besoins, et l'analyse de l'offre de microfinance. Cette étude diagnostique aidera la Banco Nacional de Angola à améliorer les conditions des micro et petites entreprises informelles dans le pays. L'étude alimentera l'approche et les politiques de Banco Nacional de Angola concernant leurs objectifs d'inclusion financière.

Compte tenu du peu d'informations actuellement disponibles sur les MPME, en particulier le secteur informel, les Philippines étudient la conception et la réalisation d'une enquête sur la demande des MPME afin de générer de nouvelles idées et des données plus détaillées sur l'accès des MPME au financement. Les résultats de cette enquête pourraient soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles et fournir aux prestataires de services financiers une connaissance plus approfondie du marché afin de les aider à élargir leurs produits et services.



Les lacunes en matière de données sont importantes et empêchent de concevoir des politiques ciblées... Sans données complètes sur cette question, nous ne pouvons pas proposer d'actions politiques globales.»

Jenny Romero, Bangko Sentral ng Pilipinas

La GSMA cherche à comprendre plus en détail comment l'argent mobile est utilisé dans le secteur informel, en notant que si, à l'heure actuelle, on ne connaît pas très bien ce secteur, les données sont en train de se développer. Cela fait partie de la volonté de comprendre les liens entre les services financiers mobiles et le secteur informel. De meilleures données sur les marchés et les clients permettront d'améliorer les politiques en matière d'argent mobile.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Sur la base des expériences partagées et des leçons d'un ensemble diversifié de pays ayant été présentées dans cette note d'orientation, une série de domaines et de mesures politiques ont été identifiés à l'intersection du secteur informel et de l'inclusion financière : à partir des dernières avancées numériques adaptées au secteur informel jusqu'aux multiples exemples de la coordination nécessaire pour relier le travail entre les domaines prioritaires.



VEILLER À LA COORDINATION ENTRE LES PARTIES PRENANTES

La coordination entre les différents organes gouvernementaux, tels que les ministères, les corps législatifs et les organismes de réglementation, est essentielle à la cohérence de l'élaboration des politiques. Les responsables de la politique financière et les régulateurs ont un rôle crucial à jouer étant donné l'importance de l'accès financier pour le secteur informel. Parallèlement à cette coordination intergouvernementale, une approche de "grand chapiteau" devrait inclure les organisations pertinentes ayant des rapports étroits avec le secteur informel, notamment les syndicats, les associations, les groupes de femmes et les groupes de jeunes. Des collaborations réussies dans divers pays en matière de cartes d'identité, de participation des femmes et des jeunes, de commerce numérique, d'argent mobile et de réglementations démontrent les possibilités qui s'ouvrent lorsque les politiques d'inclusion financière et le secteur informel sont coordonnés et harmonisés.

MAINTENIR LA DYNAMIQUE DU SECTEUR INFORMEL AU CŒUR DE LA CONCEPTION ET DE LA RÉGLEMENTATION DES SERVICES FINANCIERS.

Les personnes travaillant dans le secteur informel, en particulier les femmes et les jeunes, sont confrontées à des défis singuliers dans l'accès aux différents types de services financiers. Il s'agit notamment du manque généralisé de documents d'identification, des horaires décalés et l'éloignement par rapport aux prestataires de services financiers formels, ainsi que de facteurs moins évidents tels que le sentiment de marginalisation sociale. Le succès des réglementations KYC différenciées, des programmes de comptes simplifiés comme aux Philippines, du programme Bankita en Angola, de l'argent mobile au Mozambique et des micro-pensions YouSave dans les îles Salomon montre les gains importants qui peuvent être réalisés lorsque les services financiers sont adaptés directement aux travailleurs du secteur informel et aux MPME.

INCLURE DIVERS SOUS-GROUPES DE POPULATION ET LES FEMMES DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES D'INCLUSION FINANCIÈRE ET DU SECTEUR INFORMEL.

La diversité des sous-groupes de population et la prise de connaissance des expériences des femmes multiplient les questions particulières liées à l'informalité et à l'inclusion financière. Les politiques et programmes ciblant le secteur informel doivent répondre à ces défis différenciés. Il s'agit notamment de veiller à ce que les femmes et les sous-groupes, tels que

les minorités ethniques, les personnes déplacées et les personnes handicapées, sont pris en compte de manière significative à différents niveaux politiques, qu'ils peuvent participer par le biais des agences gouvernementales, des associations et des ONG qui les représentent, et que les besoins spéciaux et les vulnérabilités soient inclus dans les politiques et les programmes. Il convient d'adopter une approche transformative de l'élaboration des politiques afin d'accroître le pouvoir de décision de ces groupes, de renforcer les normes positives et de viser à modifier les structures sous-jacentes qui perpétuent les inégalités entre les sexes en matière d'informalité et d'accès financier.

S'ENGAGER DANS DES VOIES ALTERNATIVES D'INCLUSION FINANCIÈRE, NOTAMMENT LES COOPÉRATIVES FINANCIÈRES.

Les coopératives financières offrent des solutions localisées et inclusives pour les groupes de population divers et parfois vulnérables du secteur informel. Parallèlement à d'autres services financiers des banques publiques ou postales, et aussi des nouveaux fournisseurs de services financiers numériques, les coopératives financières peuvent offrir une voie vers un engagement beaucoup plus important auprès des groupes financièrement défavorisés, en particulier les femmes qui constituent généralement la majorité des membres. Il convient d'explorer l'apprentissage par les pairs avec les pays d'Amérique latine, où les coopératives financières sont depuis longtemps à l'origine d'importants progrès en matière d'inclusion financière dans le secteur informel. Des cadres réglementaires spécifiques devraient être mis en place pour les coopératives financières.

INCLURE LE SECTEUR INFORMEL DANS LES RECHERCHES, LES ÉTUDES ET LA COLLECTE DE DONNÉES.

Les recherches existantes et à venir doivent intégrer la compréhension de l'informalité, y compris les travailleurs informels et les MPME informelles, dans leurs méthodologies de recherche et de collecte de données. Les idées conceptuelles en matière d'informalité et les multiples variables qu'elles impliquent devraient être incluses de manière réfléchie dans les études sur l'inclusion financière, le travail et les entreprises, dans la mesure du possible. Cette recommandation comprend la recherche de partenaires pour faire avancer le programme de recherche sur la dynamique du secteur informel ; par exemple, les obstacles aux services financiers, les types de produits nécessaires et souhaités par les travailleurs informels et les MPME informelles,

et les préoccupations clés concernant la façon dont l'informalité interagit avec l'inclusion financière dans différents contextes et à travers le temps.

CONTINUER À PARTAGER LES EXPÉRIENCES ET LES ENSEIGNEMENTS DES PAIRS ET DES SPÉCIALISTES MONDIAUX.

Divers pays font des percées et obtiennent des succès politiques concernant le secteur informel et l'inclusion financière. Qu'il s'agisse de leaders mondiaux dans les coopératives mobiles et financières que des réalisations ciblées dans des programmes particuliers, les décideurs et les régulateurs financiers devraient continuer à partager les leçons et les meilleures pratiques dans le secteur informel.

LORS DE LA COLLECTE DE DONNÉES, IL FAUT VEILLER À CE QU'ELLES SOIENT TOUJOURS DÉSAGRÉGÉES, NOTAMMENT PAR SEXE.

L'un des outils les plus puissants et les plus utiles pour élaborer des solutions destinées à différentes populations cibles est d'avoir une compréhension claire de l'usage actuel et des besoins futurs. En veillant à ce que les données soient ventilées par sexe, à tout le moins, on commencera à obtenir ces informations et à soutenir des décisions politiques efficaces fondées sur les faits.

En gardant ces recommandations à l'esprit, il est essentiel de noter qu'une approche fragmentaire n'apportera pas les changements nécessaires pour réussir des percées dans l'inclusion financière ou l'informalité ou le lien entre les deux. Au contraire, une compréhension approfondie du secteur informel et de sa relation avec l'inclusion financière doit être continuellement mise à jour, et des efforts doivent être entrepris pour améliorer les résultats dans les deux domaines. Les politiques et les programmes doivent garder les personnes qui travaillent dans le secteur informel au centre de leur formulation et de leur mise en œuvre. Le fait de comprendre comment l'inclusion financière affecte et est affectée par les conditions et les actions des vendeurs de rue, des pêcheurs, des travailleurs domestiques, et bien d'autres encore, permettra de garantir que ces politiques et programmes sont inclusifs et cohérents. L'importance - démontrée par la taille et la portée immenses du secteur informel dans de nombreux pays - et la nature dynamique du secteur informel exigent ces efforts. Si les défis sont multiples, les possibilités de développement durable, de réduction de la pauvreté et d'amélioration de l'inclusion financière ont été démontrées dans de nombreux pays *en intégrant le secteur informel*.

ANNEXE - ENTRETIENS AVEC DES INFORMATEURS CLÉS

Les auteurs remercient les informateurs clés et les contributeurs qui ont partagé leurs points de vue et leurs expériences, lesquels ont constitué la base de la Note d'orientation.

TABEAU 1 : ENTRETIENS AVEC LES INFORMATEURS CLÉS (2020)

PAYS	NOM	ORGANISATION
PHILIPPINES	Jenny Romero, Mary Jessil R. Santos & Golda Cainglet	Banque centrale des Philippines <i>Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP)</i>
ANGOLA	Teresa Pascoal, Catarina Joao, Margareth da Silva & Edilson Pimenta	Banque centrale d'Angola <i>Banco Nacional de Angola (BNA)</i>
EL SALVADOR	Otto Boris Rodriguez, Clemente Alfredo Blanco, Hazell Raquel Del Cid Marroquín, Ricardo Contreras & Jorge Alberto Flores Torres	Banque centrale de réserve d'El Salvador <i>Banco Central de Reserva de El Salvador (BCR)</i>
MOZAMBIQUE	Sandra Bila	Banque du Mozambique <i>Banco de Moçambique</i>
NÉPAL	Prakash Shrestha	Banque centrale du Népal <i>Banque Rastra du Népal (NRB)</i>
ÉQUATEUR	Jorge Moncayo	Banque centrale de l'Équateur <i>Banco Central del Ecuador</i>
TUNISIE	Mahmoud Montassar Mansour	Autorité de surveillance de la microfinance en Tunisie <i>Autorite de Controle de la Microfinance)</i>
-	Killian Clifford & Mariana Lopez	GSMA
-	Valerie Breda	OIT - Unité de finance sociale

TABLE 2: INFORMATION SUPPLIED (2020)

PAYS	NOM	ORGANISATION
GAMBIE	Fatou Deen-touray	Banque centrale de Gambie (CBG)
ÎLES SALOMON	Riley Henao Mesepitu	Ministère du commerce, de l'industrie, du travail et de l'immigration
ANGOLA	Teresa Pascoal	Banque centrale d'Angola <i>Banco Nacional de Angola (BNA)</i>

Alliance for Financial Inclusion

AFI, Sasana Kijang, 2, Jalan Dato' Onn, 50480 Kuala Lumpur, Malaysia

t +60 3 2776 9000 e info@afi-global.org www.afi-global.org

 Alliance for Financial Inclusion  AFI.History  @NewsAFI  @afinetwork